

Deux solutions au problème énergétique

Accord sur le prix du pétrole et triangle énergétique

par Jean-Pierre LANGLOIS

Il est à peu près évident que le pétrole demeurera la source dominante de l'énergie d'ici les prochains dix ans. En outre et malgré une certaine volonté de conservation de la part des pays industrialisés (laquelle n'a pas encore été prouvée formellement à cause de la présente récession qui fausse les données), la substitution vers d'autres formes d'énergie se fait encore très timidement, trop timidement peut-être.

La solution à un certain nombre de problèmes énergétiques à l'heure actuelle se fera au moyen d'un accord sur le prix du pétrole pour les prochaines années, de préférence à une formule « prix du marché »,

fondée sur le prix des sources énergétiques « alternatives ». Ainsi parlait Antoine AYOUB, directeur du groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) de l'Université Laval et président du Conseil d'administration de la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) lors d'une allocution récente devant le Montreal Economic Association.

Réduire les anticipations inflationnistes

Un accord à long terme sur le prix du pétrole permettrait de diminuer certaine forme d'incertitude économique, ce qui aurait l'heur d'apaiser les anticipations inflationnistes et, par ricochet, l'inflation dans la plupart des pays industrialisés. Dernièrement, rappelle le professeur

Ayoub, l'Arabie Saoudite, par la voix de son ministre de l'énergie, le cheik Yamani, a proposé de fixer le prix de l'or noir en fonction du taux d'inflation et du Produit national brut dans les pays industrialisés. Or, malgré l'intérêt apparent de la proposition, les pays membres de l'OPEP ont préféré différer toute entente sur le sujet.

À vrai dire, dans le climat actuel de l'après-deuxième choc pétrolier, les pressions se font plutôt vers une réduction des prix du pétrole. L'engorgement pétrolier mondial, la compétition de plus en plus acharnée que se livrent les membres de l'OPEP pour écouler leur pétrole, de même qu'un ralentissement généralisé de l'économie mondiale seraient des facteurs suffisamment importants pour empêcher tout consensus au sein des pays producteurs sur la fixation du prix du pétrole. Rappelons, comme tient à le souligner le professeur Ayoub, que « l'OPEP n'est pas un cartel, mais une organisation par « price leadership » et dont le chef de file est l'Arabie Saoudite ».

Le triangle énergétique

En plus de suggérer un accord sur le prix du pétrole, qui soulagerait un grand nombre de pays, l'économiste universitaire essaie depuis quelque temps de populariser l'idée du triangle énergétique. À une époque où le dialogue Nord-Sud est devenu un sujet de conversation, il est tentant de proposer une solution aux problèmes des pays du Tiers-Monde, laquelle viendrait en même temps aux pays industrialisés. « En fait, explique M. Ayoub, le triangle énergétique réunirait les pays de l'OPEP, le Tiers-Monde et l'Occident. À la façon d'un triangle, les surplus financiers de l'OPEP seraient canalisés vers l'exploration de sources énergétiques conventionnelles ou nouvelles dans les pays du Tiers-Monde au moyen des ressources technologiques de l'Occident industrialisé.

« La proposition d'un triangle énergétique est certes une idée nouvelle, qui n'est guère vraiment sortie du circuit universitaire, mais qui présente déjà des promesses d'avenir, enchaîne le président de SOQUIP. Plusieurs hommes d'affaires se sont montrés intéressés par l'idée. Si on parvenait au moyen d'accords inter-étatiques à favoriser un climat de confiance, il est probable que des « joints ventures » entre différents partenaires du triangle puissent faire leur apparition.

« Il y aurait, certes, la notion de profit, pour motiver tous les nouveaux partenaires, mais il y aurait aussi, pour les pays occidentaux, l'attrait d'une diminution des pressions sur la demande pétrolière dans l'éventualité où on trouverait des substituts au pétrole et, pour les pays de l'OPEP, la perspective de conserver une ressource qui deviendra de plus en plus rare, soutient le professeur Ayoub, qui doit présenter bientôt sur le sujet un communiqué devant un comité ad hoc des Nations-Unies. »